



National Défense
Defence nationale

Chief Review Services Chef - Service d'examen

CRS  CS Ex



Vérification de l'évaluation des stocks

Août 2007

7050-26 (CS Ex)



Canada 

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ABRÉVIATIONS	i
SOMMAIRE DES RÉSULTATS.....	ii
INTRODUCTION.....	1
Contexte	1
Objectifs.....	1
Portée.....	2
Méthodologie	2
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS	3
Contrôles de système et surveillance	3
Exactitude des rapports	7
Méthode d'évaluation	9
ANNEXE A – PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION	A-1
ANNEXE B – CRITÈRES D'ÉVALUATION.....	B-1



LISTE D'ABRÉVIATIONS

AF	Année financière
BC	Bon de commande
CRF	Comptabilité et rapports financiers
CSA	Conception de solution administrative
CS Ex	Chef – Service d'examen
CT	Conseil du Trésor
D Compt Fin	Directeur – Comptabilité financière
D Contr GM	Directeur – Contrôle (Groupe des matériels)
DAFC	Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes
DDC	Demande de changement
DG Ops Fin	Directeur général – Opérations financières
DGSMCA	Directeur général – Systèmes de matériel et chaîne d'approvisionnement
DOCA	Directeur – Opérations de la chaîne d'approvisionnement
DPPM	Directeur – Politiques et procédures (Matériel)
DSIM	Directeur – Systèmes d'information (Matériel)
GCVM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
GLG	Grand livre général
GPE	Gestionnaire du programme d'équipement
GSR	Gestion des stocks réparables
LEAI	Liste d'exclusion d'actifs immobilisés
MDN	Ministère de la Défense nationale
MMP	Moyenne mobile pondérée
PCGR	Principes comptables généralement reconnus
PGI	Progiciel de gestion intégré
POASM	Projet d'optimisation de l'acquisition et du soutien du matériel
PRD	Planification des ressources de distribution
SAFC	Système d'approvisionnement des Forces canadiennes
SCFG	Système de comptabilité financière et de gestion
SEM	Stock en main
SISAM	Système d'information – Soutien et acquisition du matériel
SMA(Fin SM)	Sous-ministre adjoint (Finances et Services du Ministère)
SMA(Mat)	Sous-ministre adjoint (Matériels)



SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Le Chef – Service d'examen (CS Ex) a effectué une vérification de l'évaluation des stocks consommables afin d'évaluer la vraisemblance de la méthode d'évaluation, de déterminer l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles applicables aux stocks, ainsi que de vérifier l'exactitude et l'intégralité de la valeur des stocks consommables déclarés dans les états financiers du Ministère.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a déclaré des stocks de 4,96 milliards de dollars (G\$) durant l'année financière (AF) 2005-2006, ce qui représentait 84 p. 100 des stocks gouvernementaux et 15 p. 100 du total des actifs ministériels déclarés dans les états financiers publiés du MDN. La vérification a permis d'examiner les stocks consommables consignés dans le SAFC (Système d'approvisionnement des Forces canadiennes) pour l'AF 2005-2006, représentant 2,86 G\$ (57 p. 100) des stocks déclarés¹ de 4,96 G\$.

À l'heure actuelle, les contrôles de système et les processus de déclaration des stocks sont insuffisants pour assurer l'intégrité et l'exactitude des valeurs déclarées.

La conception et la mise en œuvre d'un cadre d'inscription et de déclaration des stocks qui résistera à la vérification des états financiers du Ministère exigera :

- que les organisations du Sous-ministre adjoint (Matériels) (SMA(Mat)) et du Sous-ministre adjoint (Finances et Services du Ministère) (SMA(Fin SM)) mettent en commun leurs compétences et leurs connaissances afin de donner suite à certaines des recommandations formulées dans le présent rapport;
- que le SMA(Mat) modifie ses pratiques administratives de façon à répondre aux exigences en matière de gestion du matériel et de rapports financiers. Pour ce faire, il devra mettre davantage l'accent sur l'importance de l'intégrité et de l'exactitude des données aux fins de déclaration.

Non seulement les gains d'efficience ainsi réalisés accroîtront l'exactitude des états financiers, mais ils devraient aussi favoriser une utilisation plus efficace et efficiente des ressources servant à la prise de décision.

Constatations et recommandations

Contrôles de système et surveillance. Le SAFC ne comporte pas assez de contrôles de l'évaluation des stocks et d'activités de surveillance pour assurer l'exactitude et l'intégrité des inscriptions de prix initiales ou de tout rajustement ultérieur.

¹ Les munitions déclarées à titre de stocks comprennent les munitions et stocks réparables figurant dans les comptes clients d'approvisionnement jusqu'à ce que les munitions soient effectivement utilisées.



Évaluation globale

Il faut améliorer sensiblement les contrôles de système et les contrôles financiers des stocks consommables avant de pouvoir soumettre ces derniers à une vérification reposant sur les contrôles.

Il est recommandé que des contrôles soient intégrés dans le SAFC afin d'améliorer l'exactitude et la fiabilité des données. En outre, il faudrait centraliser la capacité de modifier les prix de district, ou encore faire en sorte que le système produise des rapports de variation de prix afin que les changements puissent être approuvés ou annulés au besoin.

Exactitude des rapports. Il n'existe aucune documentation exhaustive distincte qui décrit tous les aspects du processus complexe et semi-automatisé permettant de regrouper les données d'inventaire en un solde de stocks d'une ligne dans les états financiers.

Le processus et les procédures de cumul du solde de stocks devraient être entièrement documentés et tenus à jour de sorte que la méthode de bout en bout soit précise et qu'elle puisse être reproduite et vérifiée.

Méthode d'évaluation. La politique stipule que les stocks consommables doivent être évalués à un prix fondé sur la moyenne mobile pondérée (MMP). Or, en raison du taux de rotation extrêmement faible des stocks consommables du MDN, la majorité des articles consommables demeurent au prix global qu'ils ont reçu au moment de l'exercice du solde d'ouverture en 2002.

Il est recommandé qu'un examen des articles consommables encore évalués au prix global initial soit effectué en vue de déterminer si l'obsolescence est véritablement un problème qui exigerait une réévaluation des stocks.

Nota : Une liste détaillée des recommandations du CS Ex et la réponse de la direction figurent à l'[annexe A](#) – Plan d'action de la direction.

INTRODUCTION

Conformément à son plan de travail, le CS Ex a procédé à une vérification de l'évaluation des stocks consommables. Il en a déterminé la nécessité au cours d'une étude qu'il a menée dans le but de cerner et de prioriser les questions de comptabilité d'exercice pouvant présenter des risques élevés au sein du MDN.

Contexte

En avril 2001, le gouvernement du Canada a mis en œuvre la Stratégie d'information financière, modifiant ainsi sa méthode comptable aux fins des rapports financiers et de gestion pour passer de la comptabilité d'exercice modifiée à la comptabilité d'exercice intégrale. L'objectif était d'améliorer la prise de décision et la reddition de comptes ainsi que d'accroître le rendement organisationnel grâce à l'utilisation stratégique de l'information financière. L'une des modifications les plus importantes résidait dans la nécessité de déclarer la valeur des actifs corporels non financiers, comme les stocks, dans les états financiers. Durant l'AF 2005-2006, le MDN a déclaré des stocks de 4,96 G\$, ce qui représentait 84 p. 100 des stocks gouvernementaux et 15 p. 100 du total de ses actifs déclarés. Étant donné leur importance relative, les stocks du MDN ont été examinés minutieusement par des intervenants internes et externes.

Pour répondre aux nouvelles exigences en matière de rapports financiers, le Ministère a commencé à apporter des changements importants à ses pratiques comptables durant l'AF 2002-2003. Afin de mieux rendre compte de l'utilisation, les articles réparables d'une valeur déclarée de 5 G\$ ont été reclassés, passant de stocks à actifs immobilisés, et l'on a déclaré et reconnu pour la première fois des stocks de 0,5 G\$ détenus par l'entrepreneur qui n'étaient pas comptabilisés dans le SAFC. En novembre 2002, on a commencé à évaluer la majorité des stocks consommables grâce à une méthode de prix fondé sur la MMP. La méthode de la MMP est une solution de rechange au prix global, qui était principalement basé sur le catalogue de matériel du gouvernement et a servi à établir le solde de stocks en 2002.

Objectifs

L'objectif global de la vérification consistait à déterminer si la méthode utilisée pour évaluer et déclarer le solde de stocks consommables du Ministère produit une information pertinente et fiable aux fins de l'établissement des rapports financiers. Plus précisément, la vérification avait pour objet :

- d'évaluer la vraisemblance de la méthode d'évaluation des stocks consommables;
- de déterminer l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles applicables aux stocks;
- de vérifier l'exactitude et l'intégralité de la valeur des stocks consommables déclarés.

L'[annexe B](#) renferme une liste des critères utilisés pour évaluer les objectifs.



Portée

Les stocks déclarés par le MDN comprennent des articles tels que pièces de rechange non réparables, uniformes et vêtements, équipement (p. ex., matériel de communication, électronique, électrique et médical, accessoires de bureau et machines-outils), combustible en vrac et munitions (y compris les bombes et les missiles).

- La vérification a permis d'examiner les stocks consommables consignés dans le SAFC durant l'AF 2005-2006, représentant 2,86 G\$ (57 p. 100) des stocks déclarés² de 4,96 G\$.
- L'accent était mis sur les stocks achetés à l'échelle nationale, qui comptent pour environ 97 p. 100 des stocks consommables.

Limitation du travail de vérification

La vérification excluait les munitions réparables (1,99 G\$) ainsi que d'autres articles en stock non consignés dans le SAFC, à savoir les stocks détenus par l'entrepreneur (150 M\$) et le matériel médical (30 M\$). Ces articles font l'objet de processus distincts et différents de ceux qui s'appliquent aux articles consommables gérés dans le SAFC.

Méthodologie

- Nous avons passé en revue les politiques et lignes directrices pertinentes qui régissent l'évaluation et la déclaration des stocks, notamment le Manuel d'administration financière 1020-5, le Manuel d'approvisionnement, les politiques de gestion des stocks du Conseil du Trésor (CT) et les principes comptables généralement reconnus (PCGR) qui sont appliqués au Canada.
- Nous avons interrogé des intervenants clés du Ministère au sein de l'organisation du SMA(Fin SM), notamment le Directeur – Comptabilité financière (D Compt Fin) et la Section de la comptabilité et des rapports financiers (CRF), appelée anciennement Section des opérations de comptabilité d'exercice.
- Nous avons interrogé des intervenants clés du Ministère au sein de l'organisation du SMA(Mat), notamment le Directeur – Opérations de la chaîne d'approvisionnement (DOCA), le Directeur – Politiques et procédures (Matériel) (DPPM) et le Directeur – Systèmes d'information (Matériel) (DSIM).
- Nous avons interrogé plus de 20 personnes, dont des gestionnaires d'approvisionnement qui achètent des stocks, des commis qui reçoivent et paient les stocks aux dépôts, des gestionnaires des dépôts ainsi que du personnel chargé d'administrer les politiques, de contrôler les données et de déclarer les stocks.
- Nous avons effectué des visites au 25^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes (DAFC) Montréal et au 7 DAFC Edmonton.
- Nous avons choisi et examiné en détail un échantillon non statistique de 40 transactions de stocks consommables afin de tester les contrôles dans le Système d'information – Soutien et acquisition du matériel (SISAM), système initial utilisé pour les achats d'approvisionnement national qui sont acheminés au SAFC.
- Nous avons analysé les données sur les stocks consommables provenant du SISAM et du SAFC au moyen d'outils et de techniques de vérification/d'analyse informatisée.

² Les munitions déclarées à titre de stocks comprennent les munitions et stocks réparables figurant dans les comptes clients d'approvisionnement jusqu'à ce que les munitions soient effectivement utilisées.



CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

Contrôles de système et surveillance

Le SAFC et les processus connexes d'inscription et de surveillance des stocks ne comportent pas les contrôles de base nécessaires pour prévenir ou déceler les erreurs d'évaluation qui pourraient influencer considérablement sur la valeur des stocks consommables.

Comme le montre la figure 1, le MDN possède trois grands systèmes pour consigner les stocks consommables,

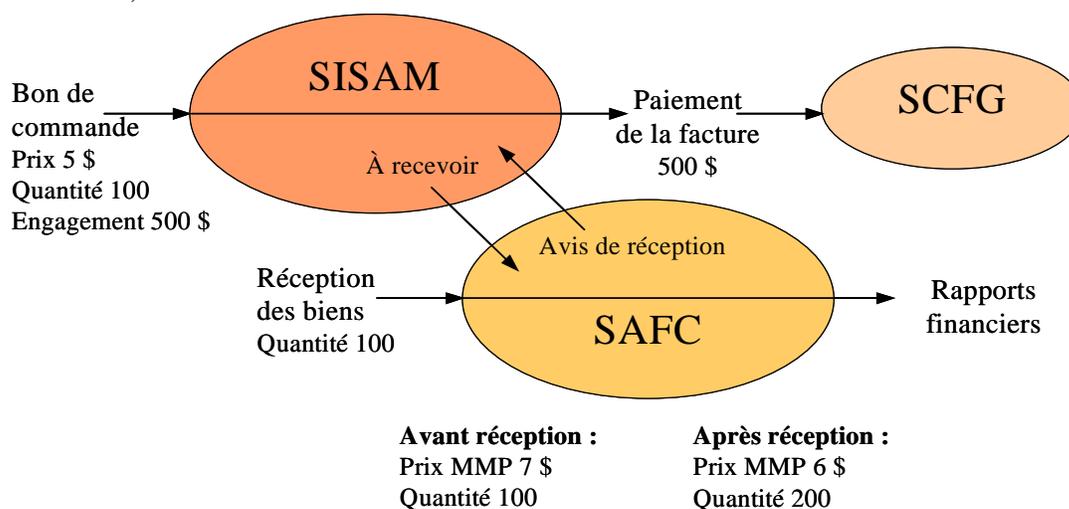


Figure 1. Cheminement de l'information – Stocks consommables. *Les données sur les stocks vont du SISAM au SAFC et au Système de comptabilité financière et de gestion (SCFG).*

Dans le cas des articles achetés à l'échelle nationale, les données des bons de commande (BC) sont consignées dans le SISAM au centre national de contrôle des stocks. L'exactitude des données du SISAM fait partie intégrante du processus. Le prix du BC est transféré au SAFC lorsque les biens sont reçus au dépôt. Il sert également à établir l'engagement d'achat dans le SCFG et est accepté aux fins du paiement de la facture lorsqu'il correspond au document de réception et à la marge de manœuvre³. Le SISAM, système initial pour les achats, et le SAFC, système d'inscription, ont tous deux été examinés et testés dans le cadre de la vérification.

SISAM. Les tests de vérification ont confirmé que les contrôles actuels dans le SISAM fonctionnent comme prévu. Le système présente cependant des lacunes auxquelles il faut remédier. Par exemple, lorsque des biens sont reçus, le paiement est effectué en fonction du document de réception. Le SISAM ne rejette des demandes de paiement que si les montants sont supérieurs à celui du BC, plus la marge de manœuvre intégrée, mais il ne rejette pas les montants inférieurs à celui du BC. Si un prix incorrect est inscrit sur le BC, le gestionnaire d'approvisionnement doit modifier le BC avant qu'un traitement dépassant la marge de manœuvre puisse être traité.

³ Un contrôle dans le SISAM arrête le paiement qui dépasse de 1 p. 100 le montant de l'engagement (marge de manœuvre).

Le SISAM ne met pas à jour automatiquement dans le SAFC un prix d'achat rajusté; c'est au gestionnaire d'approvisionnement de décider de procéder à un rajustement. Le tableau 1 résume les résultats des tests de vérification automatisés effectués à l'égard de 21 267 factures du SISAM totalisant 112,5 M\$. Dix pour

cent des factures, à savoir 2 027 transactions totalisant 10 M\$, ont été payées à un prix inférieur au montant du BC. Dans ces situations, le Ministère a obtenu un rabais, ou bien l'information originale figurant sur le BC n'a pas été correctement consignée. Moins de 1 p. 100 des factures (156 transactions) représentant environ 55 000 \$, ont été payées à un prix supérieur au montant du BC et, dans la majorité des cas, la différence de prix se situait en deçà du seuil de 1 p. 100.

L'équipe de vérification n'a pas

pu déterminer si les rajustements de prix effectués dans le SISAM à cause d'erreurs ou de rabais étaient consignés dans le SAFC puisque l'information n'était pas facile à obtenir.

	Nombre de transactions	Montant des factures (M\$)
Prix de la facture = Prix du BC	19 056	102,4
Prix de la facture < Prix du BC	2 027	10,0
Prix de la facture > Prix du BC	9	0,0
Écart de prix < 1 %	147	0,0
Total	21 267	112,5

Tableau 1. Résultats sommaires de la comparaison des prix des factures. *Les tests ont confirmé que les validations informatiques fonctionnent comme prévu.*

SAFC

Il manque au SAFC des contrôles de base, comme des vérifications automatisées des entrées, pour faire en sorte que les données introduites dans le système soient logiques et conformes à des paramètres raisonnables.

Contrôles de saisie des données

Les stocks peuvent passer d'un entrepôt à un autre dans différents districts ou dans un même district, et de l'utilisateur final à l'entrepôt. Dans le cadre des fonctions d'inscription des envois et de réception, il se peut que les utilisateurs entrent des données incorrectes dans le champ du prix ou de la quantité. Les données inscrites dans le champ du prix ne devraient pas être changées durant les transferts de stocks, mais il est possible de modifier ce champ.

Parmi les erreurs observées, mentionnons un cas où le code de stock 219063661 (c.-à-d. un tube transporteur interne) montrait une quantité de stock en main (SEM) de 3 en fin d'exercice, un prix global de 49,31 \$ mais une valeur de stock totale de 657 190 983 \$. Dans ce cas, le prix MMP de cet article correspondait à son code de stock, soit 219 063 661 \$. Heureusement, cette erreur a été décelée et corrigée lors du nettoyage des données à la fin de l'année. Or, ce cas n'était pas unique comme l'illustrent

Parmi les erreurs observées :

- Biens reçus à un prix zéro;
- Numéros de code de stock inscrits comme prix;
- Inversions de chiffres dans les prix consignés.



les autres exemples du tableau 2. Bien qu'il s'agisse peut-être de quelques-uns des exemples les plus extrêmes qui sont davantage susceptibles d'être détectés et corrigés, le problème est que des erreurs moins évidentes pourraient passer inaperçues.

Code de stock	Description de l'article	SEM	Prix global	Prix MMP	Valeur des stocks
219057512	Calotte de laine	932	8,76 \$	10 300 435,33 \$	9 600 005 726,28 \$
218884113	Boîtier	19	1 606,10 \$	138 243 189,40 \$	2 626 620 598,07 \$
218941386	Bouchon de tuyau d'acier	139	1,39 \$	7 875 590,47 \$	1 094 707 075,46 \$
219063661	Tube transporteur interne	3	49,31 \$	219 063 661,00 \$	657 190 983,00 \$

Tableau 2. Exemples d'erreurs consignées dans le SAFC. Il existe des erreurs de prix dans le SAFC à cause d'un manque de validations informatiques et de contrôles de système.

Faiblesse du contrôle des données

Les commis au niveau du district sont en mesure de rajuster les prix des stocks dans le SAFC. À cause d'une mauvaise interprétation de la politique, une personne a incorrectement rajusté, pendant un an, les prix de district à l'égard de 594 articles consommables – ces rajustements ont entraîné comme incidence nette une augmentation de 387 000 \$ de la valeur des stocks.

Les rajustements des prix de district ne sont pas des cas isolés; en fait, durant l'AF 2005-2006, comme le montre le tableau 3, 23 031 rajustements ont été effectués dans 101 districts.

Bien que le contrôle des données en fin d'exercice ait permis de déceler et de corriger les rajustements les plus importants, la grande majorité des rajustements se situent en deçà du seuil de tolérance et ils ne seront habituellement pas décelés ni corrigés. Le Directeur général – Systèmes de matériel et chaîne d'approvisionnement (DGSMCA) est au courant de la capacité de rajuster les prix de district et envisage des options pour atténuer cette situation.

Rajustements des prix de district (AF 2005-2006)	
Nombre de rajustements	23 031
Districts en cause	101
Codes de stock touchés	14 747
Augmentation nette de la valeur des stocks	1,92 G\$

Tableau 3. Rajustements des prix de district en 2005-2006. Résumé de tous les rajustements effectués dans 101 districts.

Surveillance continue

Pendant la vérification, la fonction de surveillance mensuelle des prix des stocks a été transférée du SMA(Fin SM) au SMA(Mat). On a considéré que c'était un progrès positif étant donné que le SMA(Mat) surveille désormais l'intégrité des données sur les prix des stocks, tâche dont il est responsable. À l'heure actuelle, l'établissement des rapports d'exception et l'examen des données ont lieu au milieu du mois; bien que deux organisations y participent – la DSIM et la DOCA –, leurs rôles et responsabilités sont très différents mais mal définis. La DSIM est le groupe des systèmes d'information qui a conçu six tests mensuels. C'est d'ailleurs elle qui effectue ces tests, tandis que la DOCA en reçoit les résultats aux fins d'examen et de suivi.

En partie à cause du nombre relativement faible de contrôles automatisés du SAFC, ces tests mensuels révèlent continuellement de nombreuses anomalies, si bien que le processus d'examen prend beaucoup de temps. En raison du taux d'erreur élevé et du fait que des seuils d'importance relative n'ont pas été fixés, les examinateurs se sont vu accorder une grande latitude en ce qui concerne le niveau et l'étendue du suivi effectué et la décision de corriger ou non une erreur. La DOCA est chargée de donner suite aux résultats des tests, mais elle n'est pas responsable de déterminer l'étendue du suivi ni de corriger les anomalies. Les erreurs qui étaient censées être corrigées durant un mois donné ont réapparu le mois suivant. Parce qu'on corrige l'erreur sans éliminer sa cause première, le même type d'erreur se reproduit chaque mois.

L'examen final des prix est effectué avant la fin de l'année, juste avant la compilation des états financiers, et fait appel aux ressources des groupes du SMA(Mat) et du SMA(Fin SM). Il suppose donc une approche plus générale pour le contrôle des prix, et les erreurs décelées sont corrigées avant l'établissement des rapports.

Recommandations

BPR	RECOMMANDATION
DGSMCA	<p>SAFC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôles du SAFC. Déterminer et mettre en œuvre des contrôles de système automatisés plus rigoureux afin d'améliorer l'exactitude et la fiabilité des données. • Faiblesse du contrôle des données. Restreindre et centraliser la capacité de modifier les prix de district afin de protéger adéquatement l'intégrité des données ou, à tout le moins, de s'assurer que le système avise automatiquement le DOCA des changements de prix de district à mesure qu'ils se produisent.
DGSMCA	<p>Surveillance continue. Mettre davantage l'accent sur la fonction de surveillance continue des stocks et définir un but clair, une structure de responsabilisation ainsi qu'une stratégie de détermination et de correction des erreurs qui permettra d'éliminer leur cause première.</p>

Exactitude des rapports

Les tests de vraisemblance limités et les procédures de cumul des stocks insuffisamment documentées pourraient donner lieu à des inexactitudes importantes en ce qui a trait aux soldes de stocks consommables déclarés.

Documentation du processus de déclaration

Chaque mois, le personnel du SMA(Mat) fait le cumul des soldes de stocks du grand livre général (GLG) du SAFC et transmet cette information à la section CRF/D Compt Fin au sein de l'organisation du SMA(Fin SM). Les soldes du GLG qui sont extraits sont comparés à ceux des périodes précédentes et, à condition qu'il n'y ait aucun écart évident, ils sont regroupés en un solde de stocks aux fins d'inclusion dans les états financiers mensuels.

En outre, dix lignes de résumé de données sur les stocks sont incluses dans les notes des états financiers. Aucune documentation n'est fournie pour expliquer pourquoi certaines données sont regroupées ou comment elles le sont. La documentation du processus a commencé par l'élaboration d'un document du Groupe de soutien interne, mais ce document n'est pas complet et ne fait pas état de la méthode actuelle. Nous avons également constaté que même si le DOCA a fourni le document, il semble qu'un entrepreneur du D Compt Fin soit en fait la mémoire de l'organisation en ce qui a trait aux procédures d'extraction du SAFC actuelles et antérieures. Pour compliquer les choses encore davantage, le processus et le contenu sont modifiés chaque année, ce qui rend plus difficiles les comparaisons d'une année à l'autre et augmente le risque que des erreurs passent inaperçues.

- **Exemple de changement apporté à la méthode de déclaration.** Jusqu'à récemment, les codes de stock qui affichaient des avoirs de district négatifs totalisant 45 M\$ étaient exclus de l'évaluation des stocks.
- **Solution.** Les avoirs négatifs seront désormais inclus dans la valeur des stocks déclarés. Bien que le perfectionnement du processus de déclaration soit étayé, il n'existe en l'espèce aucun élément de preuve détaillant les raisons des soldes négatifs, et il n'a pas été confirmé que des avoirs positifs compensatoires existent ailleurs dans le SAFC.
- **Risque.** Apporter des changements de cette nature sans comprendre à fond pourquoi le problème s'est produit peut masquer un problème de déclaration plus sérieux et pourrait donner lieu à une inexactitude importante des soldes déclarés dans les états financiers.

Jusqu'à récemment, la section CRF/D Compt Fin était la seule organisation qui examinait l'intégrité globale des soldes de stocks avant leur inclusion dans les états financiers. Le processus de demande et d'examen des données a changé depuis, et c'est maintenant le DOCA, propriétaire des données, qui effectue l'examen initial. Une fois examinée, l'information est communiquée à la section CRF/D Compt Fin, où un dernier examen superficiel a lieu avant l'inclusion des soldes dans les états financiers.

Catégorisation des actifs

Bien que l'information sur les actifs immobilisés et les articles en stock soit versée dans le SAFC (voir la figure 2), il n'existe aucun identificateur de champ ni indicateur automatisé qui facilite l'évaluation de certains types d'actifs aux fins de l'établissement des rapports financiers. Aux fins des états financiers, les actifs immobilisés non réparables qui sont consignés dans le SAFC font l'objet d'un suivi manuel au moyen d'une liste d'exclusion d'actifs immobilisés (LEAI) qui est tenue à jour par le Directeur – Contrôle (Groupe des matériels (D Contr GM)). Des articles sont ajoutés à cette liste ou en sont retirés périodiquement si le Contr GM le juge nécessaire. Cette approche est risquée en soi, car l'exactitude des actifs déclarés repose sur la tenue à jour de la LEAI. Il y a aussi le risque de compter deux fois ou d'exclure des actifs aux fins de déclaration, étant donné que certains actifs sont suivis simultanément dans le SISAM et le SAFC.

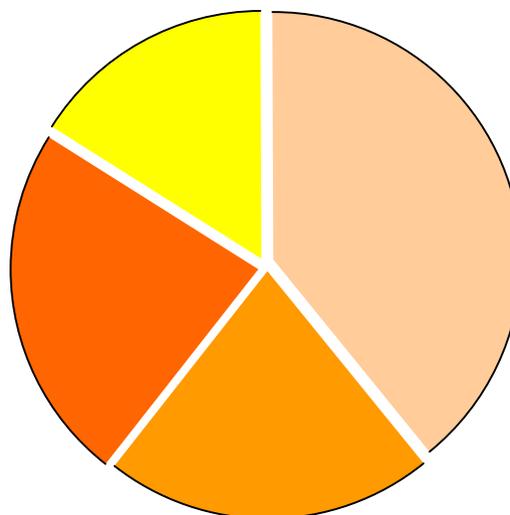


Figure 2. Évaluation des actifs du SAFC au 31 mars 2006. *Les munitions réparables et les articles consommables constituent le solde de stocks, tandis que les pièces de rechange réparables et les actifs immobilisés représentent une petite partie du total des actifs déclarés.*

Recommandations

BPR	RECOMMANDATION
DGSMCA et DG Ops Fin	Documentation du processus de déclaration. Élaborer et tenir à jour une documentation claire et complète des procédures de cumul utilisées pour déterminer le solde de stocks consommables. Effectuer des rapprochements périodiques du SAFC et du SISAM pour veiller à ce que les écarts soient décelés, expliqués et corrigés.
DGSMCA	Catégorisation des actifs. Améliorer la fonctionnalité du SAFC afin de faciliter la détermination et l'évaluation des actifs immobilisés et autres actifs non consommables.

Méthode d'évaluation

Les notes des états financiers ne révèlent pas adéquatement les problèmes d'évaluation et d'obsolescence potentiellement importants qui sont liés aux montants des stocks consommables déclarés.

Évaluation des stocks. La norme comptable 3.4 du CT définit les stocks du gouvernement du Canada et offre des options quant à la façon de chiffrer les stocks du point de vue des états financiers. Le MDN perfectionne ses processus de gestion des stocks afin de se conformer à cette norme. Certains articles ont été redéfinis, passant de stocks à actifs immobilisés et, en novembre 2002, une méthode de prix fondé sur la MMP a été mise en œuvre pour la majorité des articles consommables. La méthode de la MMP se compare à la méthode utilisée par le ministère australien de la Défense⁴ et constitue une approche acceptable et conforme à la fois aux normes comptables du CT et aux PCGR du Canada.

Prix des stocks et prix global. Avant l'adoption de la comptabilité d'exercice au sein du gouvernement fédéral, on mettait très peu l'accent sur la valeur des stocks. La grande majorité des articles en stock dans le SAFC ne comportaient pas de prix, et l'on disposait de peu de documentation pour confirmer les prix passés. Afin de remplir le champ du prix des stocks consommables et de mettre en œuvre la méthode de la MMP, un prix global, qui représentait la meilleure information sur le prix unitaire dont on disposait à l'époque, a été utilisé à l'égard des articles pour lesquels aucun prix n'était indiqué. Même si l'on craignait que le prix global ne corresponde pas exactement au prix réel, on jugeait qu'il était trop coûteux de déterminer manuellement des valeurs plus précises pour plus de 420 000 codes de stocks consommables. De surcroît, on estimait qu'au fur et à mesure de la rotation des stocks, la méthode de prix fondé sur la MMP réduirait ou éliminerait l'écart entre le prix moyen global et le prix moyen réel. Malheureusement, il ne semble guère que cela se soit produit. D'après les données de l'AF 2005-2006, le prix global diffère du prix MMP seulement dans le cas de 21 p. 100 des articles consommables (90 000 codes de stocks), l'écart de prix moyen étant d'environ 40 p. 100.

Rotation des stocks

Des travaux antérieurs du CS Ex sur la rotation des stocks du SAFC ont soulevé des préoccupations concernant les faibles taux de rotation des stocks. Une vérification interne de l'approvisionnement national – Réapprovisionnement en matériel (novembre 2000) faisait état de 30 années de stocks excédentaires et d'un faible taux de rotation, tandis qu'une évaluation du CS Ex portant sur le programme de munitions (octobre 2002) estimait que 63 p. 100 des munitions avaient entre 6 et 15 ans. Par ailleurs, lors d'une réunion interministérielle, des représentants de la section CRF/D Compt Fin ont présenté les résultats d'une analyse de l'incidence des méthodes d'évaluation des stocks, selon laquelle le taux de rotation des stocks du MDN s'établissait à moins de 7 p. 100 par année⁵.

⁴ Ministère australien de la Défense – Chapitre sept des états financiers budgétés (2005-2006).

⁵ Procès-verbal de la réunion interministérielle du MDN sur l'évaluation des actifs et les stocks tenue le 13 déc. 2004.



Un examen de la rotation des stocks visant à déterminer comment cette dernière pourrait influencer sur l'évaluation des stocks consommables a révélé que 79 p. 100 des articles consommables (330 000 codes de stocks) sont toujours évalués au prix global établi en 2002 – ce qui dénote nettement de faibles taux de rotation des stocks.

Déclaration – Communication

Les faibles taux de rotation des stocks soulèvent des préoccupations au sujet de l'obsolescence des stocks et des répercussions que cela pourrait avoir sur la valeur des stocks déclarés. Il n'existe peut-être pas de solution rapide et facile à cette question, mais il est important que les utilisateurs des états financiers soient conscients de l'incidence possible sur l'évaluation actuelle des stocks.

Enfin, le solde de stocks de 4,682 G\$ déclaré dans les états financiers du MDN pour l'AF 2004-2005 a été rajusté et réévalué à 4,9 G\$ dans les états financiers publiés l'année suivante. Aucune information n'a été communiquée pour expliquer la réévaluation du solde d'ouverture, ce qui est contraire aux PCGR.

Déclaration – Politique

Le fait que la valeur des stocks du MDN ne tient pas compte des coûts « installés » influe davantage sur l'évaluation des stocks et va à l'encontre de la norme comptable 3.4 du CT. À l'heure actuelle, les coûts liés à la prise en compte de frais tels que le transport, l'expédition et la douane ne sont pas incorporés dans la valeur des stocks du MDN. C'est en partie à cause de la politique du MDN, qui stipule que ces coûts « peuvent être » inclus au lieu de l'être de façon définitive comme c'est le cas dans la norme du CT. Le fait d'exclure ces coûts lors de l'évaluation des stocks donne lieu à une sous-estimation des valeurs et à une surestimation des dépenses.

Recommandations

BPR	RECOMMANDATION
DGSMCA	Rotation des stocks. Procéder à un examen des articles consommables encore évalués au prix global initial afin de déterminer si l'obsolescence est véritablement un problème qui exigerait une réévaluation des stocks.
DG Ops Fin	Déclaration – Communication. Améliorer les notes des états financiers afin de résoudre des questions comme les soldes de stocks réévalués et des problèmes d'obsolescence des stocks potentiellement importants.
DG Ops Fin et DGSMCA	Déclaration – Politique. Modifier la politique et les pratiques du MDN concernant l'inclusion des coûts « installés » dans les prix unitaires des stocks afin d'assurer la conformité à la politique et aux normes du CT.

ANNEXE A – PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION

N°	Recommandation du CS Ex	BPR	Mesure de la direction	Échéance
Contrôles de système et surveillance				
1.	<p>SAFC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôles du SAFC. Déterminer et mettre en œuvre des contrôles de système automatisés plus rigoureux afin d'améliorer l'exactitude et la fiabilité des données. • Faiblesse du contrôle des données. Restreindre et centraliser la capacité de modifier les prix de district afin de protéger adéquatement l'intégrité des données ou, à tout le moins, de s'assurer que le système avise automatiquement le DOCA des changements de prix de district à mesure qu'ils se produisent. 	DGSMCA	<p>Contrôles du SAFC. Un certain nombre de propositions de changement au système, appelées Demandes de changement (DDC), sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre, et visent à accroître la fiabilité.</p> <p>Le DOCA s'affaire à créer une nouvelle cellule qui surveillera les données du SAFC pour déterminer les cas où les tendances en matière de saisie des données ne sont pas usuelles ou conformes à la norme ou aux politiques en vigueur. Ces tendances ou anomalies seront communiquées à d'autres directions du DGSMCA et aux intervenants compétents pour qu'ils puissent les examiner et y remédier. Cela permettra également de cerner les lacunes critiques au niveau du traitement.</p> <p>Le DPPM a remanié ses listes de contrôle des visites d'aide et d'inspection d'état-major pour s'assurer que l'accent est mis sur le processus global d'acquisition afin de signaler aux gestionnaires de district toute lacune en matière de conformité qui pourrait nuire à la fiabilité des dossiers dans le SAFC.</p> <p>Faiblesse du contrôle des données. Le DGSMCA a supprimé le pouvoir et l'accès au système qui permettaient de modifier les prix au niveau du district et a centralisé cette tâche.</p> <p>De concert avec le personnel du DOCA et du D Contr GM, le DPPM élabore actuellement une nouvelle politique qui régira le processus de changement de prix dans les deux systèmes de progiciel de gestion intégré (PGI). Cette nouvelle politique sera publiée dans le Manuel d'approvisionnement des Forces canadiennes.</p>	<p>Septembre 2009</p> <p>Avril 2009</p> <p>Terminé</p> <p>Terminé</p> <p>Septembre 2007</p>



ANNEXE A

N°	Recommandation du CS Ex	BPR	Mesure de la direction	Échéance
Contrôles de système et surveillance (suite)				
2.	Surveillance continue. Mettre davantage l'accent sur la fonction de surveillance continue des stocks et définir un but clair, une structure de responsabilisation ainsi qu'une stratégie de détermination et de correction des erreurs qui permettra d'éliminer leur cause première.	DGSMCA	<p>La création de la cellule de surveillance du DOCA, évoquée au numéro 1, fournira cette capacité. L'information recueillie servira à renseigner le DGSMCA, les gestionnaires du programme d'équipement (GPE) et les états-majors des CEMA afin d'élaborer des stratégies qui permettront non seulement de corriger les anomalies des données, mais aussi d'éliminer la cause première des anomalies ou des lacunes décelées. De plus, un rapport d'exception sur les changements de prix sera disponible d'ici la fin de 2007 pour suivre les changements apportés au prix global.</p> <p>Une directive d'orientation coordonnée entre le DPPM et le DOCA et régissant les prix unitaires standard globaux sera publiée et suivie d'une mise à jour du Manuel d'approvisionnement des Forces canadiennes.</p>	Septembre 2007
Exactitude des rapports				
3.	Documentation du processus de déclaration. Élaborer et tenir à jour une documentation claire et complète des procédures de cumul utilisées pour déterminer le solde de stocks consommables. Effectuer des rapprochements périodiques du SAFC et du SISAM pour veiller à ce que les écarts soient décelés, expliqués et corrigés.	DG Ops Fin et DGSMCA	<p>Le DG Ops Fin est d'accord. Le cas échéant, il documentera/renforcera les procédures pour les états financiers de 2007-2008.</p> <p>Le personnel du DGSMCA et du DG Ops Fin élabore actuellement une conception de solution administrative (CSA) D4530E – Comptabilité d'exercice qui fournira le processus de déclaration pour la comptabilité d'exercice au sein du MDN.</p>	D'ici le 31 mars 2008 Mars 2010
4.	Catégorisation des actifs. Améliorer la fonctionnalité du SAFC afin de faciliter la détermination et l'évaluation des actifs immobilisés et autres actifs non consommables.	DGSMCA	<p>Catégorisation des actifs. L'identification automatisée partielle des articles réparables commencera lors de la mise en œuvre de la DDC159, actuellement en attente d'approbation.</p> <p>Selon ce nouveau processus, l'indicateur de réparation sera soit « O » (Oui) pour tous les articles assujettis au module de gestion des stocks réparables (GSR) du SAFC, classés « réparables » dans le rapport financier, soit « N » (Non) pour</p>	Décembre 2009 Mars 2010



ANNEXE A

N°	Recommandation du CS Ex	BPR	Mesure de la direction	Échéance
Exactitude des rapports (suite)				
			<p>tous les articles non assujettis au processus de GSR, classés à titre de « stocks ». Cette DC est l'une des nombreuses demandes relatives à la CSA pour la comptabilité d'exercice, dont il est fait mention au numéro 3.</p> <p>Un processus visant à améliorer la capacité automatisée du SAFC et du SISAM à déterminer les actifs immobilisés et les articles à ajouter à des listes d'exclusion précises a été amorcé dans le cadre de la CSA pour la comptabilité d'exercice. Les études nécessaires pour élaborer le nouveau processus ne débuteront pas avant l'AF 2008-2009 en raison des engagements prioritaires de l'AF en cours.</p>	Mars 2010
Méthode d'évaluation				
5.	<p>Rotation des stocks. Procéder à un examen des articles consommables encore évalués au prix global initial afin de déterminer si l'obsolescence est véritablement un problème qui exigerait une réévaluation des stocks.</p>	DGSMCA	<p>Rotation des stocks. La mise en œuvre d'une application de planification des ressources de distribution (PRD) durant la présente AF répondra à cette exigence en examinant l'état de toutes les aliénations d'actifs et en le communiquant au GPE/GCVM compétent. Ce dernier pourra ainsi prendre des décisions éclairées sur toute mesure d'aliénation requise.</p> <p>L'application de PRD entrera dans sa phase de validation en octobre 2007, et sa mise en place générale devrait commencer au printemps de 2008. Même si la capacité d'examen des stocks excédentaires sera disponible lors de la mise en place générale, la phase de formation des GCVM retardera la mise en œuvre intégrale de cette capacité jusqu'à l'hiver de l'AF 2008-2009 parce que les gestionnaires d'approvisionnement sont formés en premier.</p> <p>L'application Blue 42 parrainée dans le cadre du POASM servira à fournir une capacité provisoire.</p>	Mars 2010



ANNEXE A

N°	Recommandation du CS Ex	BPR	Mesure de la direction	Échéance
Méthode d'évaluation (suite)				
6.	Déclaration – Communication. Améliorer les notes des états financiers afin de résoudre des questions comme les soldes de stocks réévalués et des problèmes d'obsolescence des stocks potentiellement importants.	DG Ops Fin	Le DG Ops Fin est d'accord. Il est entendu que des faiblesses existent dans la comptabilité des stocks du MDN, et le DG Ops Fin collaborera avec le DGSMCA aux mesures prises pour remédier à ces faiblesses et répondre aux préoccupations soulevées.	En cours
7.	Déclaration – Politique. Modifier la politique et les pratiques du MDN concernant l'inclusion des coûts « installés » dans les prix unitaires des stocks afin d'assurer la conformité à la politique et aux normes du CT.	DG Ops Fin et DGSMCA	Le DG Ops Fin est d'accord. Il fera modifier le Manuel de comptabilité financière et publiera une directive en prévision de l'AF 2008-2009. De concert avec le DG Ops Fin, le DGSMCA examinera la nécessité d'inclure ces coûts « installés » afin de déterminer la meilleure voie à suivre, soit modifier les politiques et procédures actuelles, soit élaborer un nouveau processus administratif, pour faire en sorte que le MDN se conforme à la directive pertinente du CT. Comme les études nécessaires pour réviser les processus ou en élaborer de nouveaux ne seront pas terminées avant le début de l'AF 2009-2010, on vise le milieu ou la fin de l'AF 2009-2010 pour terminer l'ensemble des travaux.	Mars 2008 Mars 2010



ANNEXE B – CRITÈRES D'ÉVALUATION

Objectif	Critère
Évaluer la vraisemblance de la méthode d'évaluation des stocks consommables.	La méthode d'évaluation des stocks consommables est conforme aux directives de l'organisme central et aux PCGR.
	<p>La méthode d'évaluation des stocks employée est appropriée compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des catégories/types de stocks du MDN; • de la valeur pécuniaire des mouvements de stocks et des mouvements physiques; • des pratiques des alliés et d'autres entreprises ou ministères comparables.
Déterminer l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles applicables aux stocks.	Le cadre stratégique et les lignes directrices de procédure que le MDN applique conviennent à l'évaluation de ses stocks consommables.
	Une approche uniforme est adoptée pour entrer les prix dans les systèmes, particulièrement en ce qui concerne le SISAM et les gestionnaires d'approvisionnement.
	<p>Une information suffisante et pertinente est déterminée, communiquée et tenue à jour pour étayer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les transactions de stocks consommables qui sont consignées; • les principaux processus systémiques servant à évaluer les stocks; • les rôles et les responsabilités clairement définis.
Vérifier l'exactitude et l'intégralité de la valeur des stocks consommables déclarés.	Les montants des achats de stocks consommables sont consignés avec exactitude.
	Les stocks consommables sont déclarés à l'aide d'un prix précis fondé sur la méthode de la MMP.
	Les stocks sont classés de façon appropriée et uniforme aux fins de déclaration (stocks consommables par opposition à actifs immobilisés et à pièces de rechange réparables).
	<p>Des contrôles de système appropriés, des vérifications de la validation des données et une surveillance continue sont exercés dans les buts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prévenir/déceler les anomalies en temps opportun; • prendre les mesures nécessaires.

